

# Transformer notre conception du vivant

Simon Rainville

Number 823, Winter 2023–2024

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/103575ac>

[See table of contents](#)

---

## Publisher(s)

Centre justice et foi

## ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

## Cite this article

Rainville, S. (2023). Transformer notre conception du vivant. *Relations*, (823), 45–48.

# TRANSFORMER NOTRE CONCEPTION DU VIVANT

*Face aux défis inédits de notre temps, plusieurs penseurs et penseuses nous aident à réfléchir à la place de l'être humain dans l'ensemble du vivant. À la lumière de certaines de leurs réflexions, regard sur ce que la reconceptualisation de la nature et celle de la communauté politique peuvent ouvrir comme possibilités.*

*Simon Rainville*

L'auteur, professeur d'histoire au Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne, tient la chronique livre à *L'aut'journal* et a publié *Pour la suite du Québec* (PUL, 2019)

*D'une communauté qui ne comprend que les êtres humains, il faut passer à une communauté de tous les vivants.*

La crise climatique et écologique qui bouleverse notre époque nous oblige à revoir les fondements mêmes de notre conception du monde et, plus spécifiquement, la façon dont on perçoit l'être humain et la relation nature-culture. On peut donc dire qu'il s'agit d'une crise anthropologique, comme l'ont conceptualisée des auteur-es de divers horizons, de Bruno Latour à Isabelle Stengers, en passant par les voix porteuses des différentes conceptions du monde autochtones et non occidentales qui reviennent à l'avant-plan des discussions politiques et écologiques depuis quelques années<sup>1</sup>. Que disent ces nouvelles perspectives sur le vivant et comment peut-on s'en revendiquer pour repenser le politique ?

## **La nature, nous en sommes**

Reconsidérer différemment la place de l'humain dans le monde constitue un geste hautement politique, rappelle Bruno Latour dans *Où atterrir? Comment s'orienter en politique* (La Découverte, 2017). Cela conduit à réfléchir à qui fait partie de la communauté politique, qui sont ceux et celles qui y ont droit de cité. D'une communauté qui ne comprend actuellement que les êtres humains, il faut passer à une communauté de tous les vivants et vivantes.

Dans nos sociétés d'abondance occidentales, nous oublions parfois que l'histoire humaine est d'abord celle de la gestion des ressources et que cette gestion est intimement liée à notre façon d'habiter le territoire et d'interagir avec notre environnement naturel. Nous parlons aujourd'hui de « ressources naturelles », expression en soi problématique, qui sous-entend que la biodiversité ne serait précieuse qu'en tant que réservoir de ressources pour l'être humain. Dans cette perspective, il suffirait donc de s'assurer de la soutenabilité des stocks et de généraliser le recyclage et l'économie circulaire afin de poursuivre notre « développement durable » en altérant assez peu notre mode de vie. Cette conception, couplée à un risque d'écoblanchiment (*greenwashing*), repose sur l'idée qu'il y aurait des zones d'exploitation des ressources pour les besoins humains d'un côté, et des zones où nous laisserions la « nature vierge » à elle-même, de l'autre.

C'est oublier que la nature « vierge » ou « sauvage » n'a jamais vraiment existé puisque tous les animaux et les végétaux en font partie et adaptent leur environnement à leurs besoins. Il faut les voir comme des *acteurs*. Cette idée d'une nature vierge sous-entend par ailleurs que l'être humain serait inévitablement néfaste pour son environnement. Or, *nous sommes*

Connaître le vivant, c'est être apte à interagir intelligemment avec lui.

*la nature*, au même titre que les autres formes de vie qui habitent les mêmes territoires que nous, et nous ne sommes pas condamnés à malmenager notre environnement. La division espérée entre zones d'exploitation et zones de préservation pose par ailleurs problème, parce qu'elle prétend qu'il faudrait que nous laissions libre cours à une partie de la biodiversité alors que nous pourrions faire tout ce que l'on souhaite dans les zones d'exploitation. C'est méconnaître l'interdépendance de toutes les facettes du système-Terre – comme si nous pouvions découper si simplement les biomes – et pécher par orgueil anthropocentriste et naturaliste.

### **Délaisser la conception naturaliste du monde**

Dans *Par-delà nature et culture* (Gallimard, 2005), l'anthropologue Philippe Descola catégorise les différentes façons dont les sociétés ont perçu la place de l'être humain dans la nature. Le totémisme, l'animisme et l'analogisme, malgré leurs divergences, ont postulé (et postulent encore puisqu'ils ne sont pas complètement disparus) que l'être humain n'est qu'une race animale parmi les autres et que, ce faisant, il est lié par toute une série de relations complexes à la nature dont il ne peut s'extraire.

Mais en Occident, une conception « naturaliste » du monde, nous dit Descola, est apparue à compter du XV<sup>e</sup> siècle dans un enchevêtrement de pensées chrétiennes, coloniales, sociales et politiques. Ce naturalisme, encore dominant aujourd'hui, considère l'être humain – d'abord blanc et occidental – comme une espèce totalement distincte des autres animaux, seule à connaître une intériorité (et donc une morale) et à communiquer ses réflexions par le langage.

Depuis, l'être humain a ainsi eu pour horizon de s'extraire des contingences de la nature. Sa course effrénée pour s'en rendre maître raconte une partie de l'histoire occidentale, puis celle d'autres civilisations. L'humanisme de la Renaissance, le présentant comme la meilleure créature de Dieu, a certainement eu un impact positif dans le développement de l'Occident, mais il a aussi participé à sa glorification excessive, accentuant ainsi le fossé qui le sépare des autres animaux. Arrimées aux idées des philosophes des Lumières, les révolutions scientifique et industrielle ont mené cet humanisme à un extrême : produire toujours plus de progrès matériel, puisque la raison nous le permet, peu importe les limites de la Terre.

C'est ce rapport au monde, plaçant l'être humain hors de la nature, qui est au cœur des crises actuelles. Le philosophe Pierre Charbonnier, dans *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques* (La Découverte, 2020), montre bien qu'une grande partie de la tradition philosophique occidentale, depuis six siècles, a voulu « améliorer » et « vaincre » la nature. Cette Europe, qui cherchait du même élan à instituer des sociétés plus libres, égalitaires et prospères, a voulu incarner l'idée de progrès. Il fait voir que la crise politique et la crise écologique sont les deux faces de la même médaille, car chercher à vaincre les aléas de la nature était aussi vu comme essentiel pour combattre l'inégalité des classes sociales. Aujourd'hui, les promesses de liberté et de bien-être infinis s'abîment simultanément dans un monde inégalitaire malmené écologiquement.

Les puissances européennes, lors de leur conquête du monde, ont développé une analogie entre « degré de civilisation » et « degré de contrôle de la nature », appuyées en cela par les conceptions de l'époque mises de l'avant au sein du christianisme. Les peuples « primitifs », selon les Européens, étaient « victimes » de la nature, alors que les peuples « développés » en étaient les « maîtres ». Ces puissances trouvaient ainsi une des justifications à la colonisation et à son corollaire : le racisme. Il fallait mettre de l'ordre dans le monde comme on met de l'ordre dans la nature, domestiquer les « barbares » comme on domestique le « monde sauvage ». Tel était le rôle de l'homme blanc, dont le contrôle sur le processus d'industrialisation lui semblait un signe de cette élection. La question environnementale est donc aussi une question sociale et idéologique.



Chasse à la grenouille. Photo : Catherine Rondeau

### Vers de nouvelles alliances

Le mythe de l'unicité de l'être humain le rendant maître du monde est aujourd'hui déconstruit sous l'effet de nouveaux courants idéologiques. « Être unique, mais tissés à tous les autres, nous dit le philosophe Baptiste Morizot, c'est notre lot commun, nous vivants. Interdépendants, et de la même nature qu'eux, nous partageons une parenté commune, et notre force provient tout entière de nos interdépendances, puisque c'est l'activité des autres vivants qui rend ce monde habitable pour nous et pour eux<sup>2</sup>. » De nombreuses recherches ont d'ailleurs montré que plusieurs animaux ont une réflexivité, une conception de la « culture » et un accès au symbolique. Par exemple, des loups se transmettent des traditions de chasse et de pêche différentes d'une région à l'autre et des singes capucins comprennent ce qu'un symbole de nourriture signifie.

À la lumière de ces considérations, le concept d'anthropocène, en niant que les autres vivants et vivantes ont « leur propre logique d'existence » et que, malgré leur contact avec l'activité humaine, ils influencent les dynamiques du

vivant à leur propre façon, est critiqué par des figures telles que Isabelle Stengers, Anna Tsing et Baptiste Morizot. Selon ces auteur-es, si ce concept a le mérite de sonner l'alarme en cernant la part humaine des problèmes actuels, il poursuit néanmoins une ontologie naturaliste en postulant que nous vivons à l'époque de la « postnature » où, comme le dit Morizot, « la nature ne serait plus discernable de nous, mais coconstruite par l'activité des humains, devenus force géologique, de manière à ce que plus rien ne nous soit désormais étranger<sup>3</sup> ».

Connaître les autres manières d'être vivant-e afin de les comprendre et de les respecter permet de bien saisir que nous ne sommes qu'une espèce sur un million et que la cohabitation est nécessaire afin de restituer les dynamiques du vivant qui existent sans nous. À cet égard, Baptiste Morizot et Bruno Latour nous invitent, bien que de façon différente, à créer de nouvelles « alliances diplomatiques » avec la Terre afin de renouveler notre conscience politique. Ils avancent l'idée que tous les vivants et vivantes peuvent développer directement ou

*Le mythe de l'unicité de l'être humain le rendant maître du monde est aujourd'hui déconstruit sous l'effet de nouveaux courants idéologiques.*

indirectement, selon leur capacité à échanger des stimuli et à percevoir ceux des autres, de telles alliances. Le savoir éthologique devient ainsi fondamental : connaître le vivant, c'est être apte à interagir intelligemment avec lui. De la même façon que le diplomate traditionnel apprend à découvrir le peuple de son vis-à-vis afin de négocier, le « diplomate animal » doit apprendre à dialoguer avec les autres vivants. Cela revient à se demander, comme le fait la psychologue Vinciane Despret : que diraient les animaux, si... on leur posait les bonnes questions<sup>4</sup>?

Nous pouvons élargir cette question à l'ensemble du vivant et l'aborder aussi par le biais de l'art, comme le fait la poétesse Gabrielle Filteau-Chiba dans « moratoire<sup>5</sup> ». Faisant voir ce qui se joue lorsque l'on ouvre la notion de « communauté politique » à l'ensemble du vivant, elle écrit : « on ne laisse plus aux prairies/ni d'ailleurs aux tourbières/le droit à la libre expression [...] déliions nos langues/faisons tourner le vent/exigeons un traité de paix/un moratoire de dix mille ans/sur les coupes à blanc. »

Un traité de paix entre l'humain et les forêts? La libre expression des prairies et des tourbières? Pour peu que l'on s'efforce de revoir notre conception de la communauté, ces idées sont-elles saugrenues? Cela revient à inventer une géopolitique, au sens plein du terme, afin de désavouer les deux ontologies occidentales — celle qui postule la séparation de l'être humain du reste de la nature et celle qui prétend que, depuis que nous vivons à l'ère de l'anthropocène, tous les processus de la nature sont hybridés et coconstruits avec l'activité humaine — pour y intégrer l'idée de la cohabitation.

Le travail écologiste doit conséquemment accorder son action à des pratiques favorables à l'émergence de telles alliances entre espèces afin de redéfinir le vivre-ensemble. Plutôt que de « protéger la nature », position encore naturaliste, il s'agit de lui rendre la disponibilité de se défendre elle-même contre ce qui la détruit, d'être un entrelacs de relations complexes qui ne dépendent pas de nous. L'être humain délaisserait ainsi sa position en surplomb et reprendrait sa juste place : celle d'un animal parmi d'autres, avec des capacités uniques, certes, mais non pas plus importantes écologiquement que les autres unicités animales ou naturelles. Selon Latour, notre pensée politique écologiste doit faire une transition, passer de la défense de la « nature » à la défense de « territoires », puisque la notion de nature est trop abstraite pour être opérante politiquement et confine trop souvent à l'inaction, alors que la notion de territoire partagé permet l'action concrète.

Certain-es prétendront que ces idées sont utopiques. Il faut pourtant admettre que poursuivre dans la voie dominante est un cul-de-sac. Au mieux, cette dernière permet de perpétuer un monde abîmé dans lequel seul-es les mieux nanti-es peuvent espérer limiter la dégradation de leur qualité de vie, au mépris des processus naturels. Au pire, elle mène directement à des scénarios catastrophes. Défricher de nouveaux territoires de pensée nous invite à revoir notre conception du vivant. Comme la crise est d'abord anthropologique, elle nous appelle urgemment à revoir nos conceptions de la communauté politique pour tenir compte de toute la communauté des vivant-es. Par extension, nous pourrions délier les formes de domination communes à notre rapport à la nature et à nos relations sociopolitiques. ■

1— Voir Emiliano Arpin-Simonetti, « L'Amazonie, vivier de cosmologies — Entretien avec Robert Crépeau », *Relations*, n° 810, octobre 2020 ; Eduardo Viveiros de Castro, *Métaphysiques cannibales*, Paris, PUF, 2009.

2— B. Morizot, « Politiser l'émerveillement et armer l'amour du vivant », *Socialter*, HS9 (hors-série), 2020, p. 7.

3— B. Morizot, « Nouvelles alliances avec la terre. Une cohabitation diplomatique avec le vivant », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 33, 2017, p. 73.

4— V. Despret, *Que diraient les animaux, si... on leur posait les bonnes questions?*, Paris, La Découverte, 2014.

5— G. Filteau-Chiba, « moratoire », *la forêt barbelée*, Montréal, XYZ, 2022, p. 75.